

CETA : « La Wallonie ne veut pas s'isoler ! »

Le ministre Jean-Claude Marcourt veut « plus de commerce, mais pas en bradant la démocratie »

Le Liégeois Jean-Claude Marcourt sort du bois sur le traité commercial CETA Europe-Canada. Le ministre wallon de l'Économie était resté en retrait sur ce dossier. Pour l'intéressé, il est faux de dire que la Wallonie se replie sur elle-même. Il prône plus de commerce avec le Canada, mais pas n'importe comment, ni à n'importe quel prix. Interview exclusive.

⇒ **On imagine des tensions importantes entre la Wallonie et l'Europe, et entre la Wallonie et le fédéral ?**

Il faut indiquer que la méthode de la Commission européenne et, accessoirement, le fonctionnement de nos institutions ont posé problème dans ce dossier. Ce sont des technocrates qui ont négocié en bilatéral. Puis, l'information est passée vers les institutions européennes, puis vers les États-membres et, enfin, vers les entités fédérées. Il y a eu une succession de filtres. Et puis, il y a eu une rupture de connexion dans la transmission des choses entre le fédéral et les entités fédérées, très clairement.

⇒ **Est-ce la Wallonie qui met son grain de sel en dernière minute ?**

Depuis plus de 18 mois, le Parlement wallon tire la sonnette d'alarme. Et ce n'est que le 5 octobre qu'il y a eu une prise en considération de la Wallonie. Il est dès lors faux de dire que la Wallonie a réagi tard. Ou alors, c'est que les personnes concernées n'ont jamais relevé leurs mails ou regardé leur téléphone ! Certains ont considéré que la petite Wallonie n'avait qu'à s'aligner sur les cadors. Et bien non, c'est une question de démocratie, tout simplement. Nous avons aujourd'hui dans nos compétences cet instrument juridique, que nous n'avons

« Il n'y a pas une feuille de papier à cigarette entre les positions de Paul Magnette et les miennes »

d'ailleurs pas réclamé, faut-il le rappeler, mais nous l'avons. Et nous l'utilisons. Les travaux du Parlement wallon sur ce traité commercial sont parmi les meilleurs d'Europe. Cette prise de conscience de tout le monde, citoyens, organisations syndicales, monde politique, c'est sain.

⇒ **Ce « non » actuel au CETA de la Wallonie, c'est dangereux**

pour son économie ?

La Wallonie veut exporter plus. Et oui, elle veut des traités sur le commerce. Mais pas n'importe lesquels. Un assujettissement des états aux sociétés internationales, c'est non. La démocratie ne se brade pas. Faut-il également rappeler que ces traités sont la conséquence de l'incapacité du monde à se réguler ?

⇒ **Les partisans rappellent que les standards du Canada sont assez similaires aux nôtres...**

S'il y a bien un État, hors Union européenne, dont nous devons être proches, c'est bien le Canada. C'est un pays avec des normes

sociales, économiques, environnementales. Et il est extrêmement fréquent que l'AWEX ou nous, représentants politiques, nous y rendions pour s'inspirer. Dès lors, ils ne comprennent pas bien que l'on puisse dire d'un côté que ce sont nos amis et puis que de l'autre, on ne veuille pas traiter avec eux. Mais ce n'est pas ça. Nous négocions depuis trois semaines et je pense que nous avons fait progresser un certain nombre de chantiers. Nous voulons donc aller au bout. Mais il reste des points d'achoppement, et il faut les régler avant d'envisager une signature. Et pour ça, il faut du temps.

⇒ **Quels points ?**

« S'il y a bien un État, hors Union européenne, dont nous devons être proches, c'est le Canada »

Par exemple, nous ne voulons pas d'une justice privée pour régler des conflits, par exemple. Cela paraît fondamental. Le Canada pourrait « renoncer » à cela, c'est ce qu'on a laissé entendre lors de discussions informelles, pour opter pour un tribunal public.

⇒ **La Wallonie, seule en**

Europe ?

Nous voulons que la Wallonie ait sa place dans le concert des nations. En 2004, j'ai fait bloquer la directive « Bolkenstein » au conseil européen, et on a envoyé la notion de « pays d'origine » par le fond. Cela prouve qu'on peut faire bouger les choses. On se trompe en disant que la Wallonie s'isole ou veut un repli sur soi. Ce qu'on veut, c'est un commerce international régi par des règles.

⇒ **Di Rupo, Magnette ou encore Lutgen se plaignent des pressions sur les épaules wallonnes. Il y en a ? De la désinformation, également ?**

Des pressions, oui, bien sûr qu'il y en a. Mais des deux camps, dans tous les sens. Ce qui en soi est normal, donc il faut vivre avec. Quant à la désinformation, là aussi, il y a des infos qui ne sont pas correctes dans les deux camps. Signer ce traité n'est pas le bonheur sur terre contrairement à ce que disent ceux qui sont en faveur. Parmi ceux qui sont contre, beaucoup ignorent les avancées obtenues par la Wallonie depuis le 5 octobre et sont donc toujours dans une ancienne version du traité, si je puis dire. À la fin de la négociation, on devra donc mettre en avant, clairement, ce qui aura été obtenu réellement, avec des contraintes juridiques. ●

**PROPOS RECUEILLIS PAR
GASPARD GROSJEAN**

Négociations

« Nous avons déjà obtenu des choses »

> Vous êtes ministre de l'Économie, donc directement concerné. Et pourtant, vous êtes en retrait, en tout cas médiatiquement.

Les relations internationales sont la compétence exclusive du Ministre-Président. Mais je peux l'assurer : il n'y a pas une feuille de papier à cigarette entre les positions de Paul Magnette et les miennes. Nos idées européennes, ce sont celles des citoyens, pas du profit. L'Union européenne ne fait qu'imposer une austérité qui est négative pour nous. Rappelons que nous n'en sommes pas encore à la non-ratification, nous sommes au stade de la signature.

Nous disons très clairement que nous sommes pour un traité. Mais, il faut évidemment que ce traité réponde à nos valeurs.

> La patronne de l'AWEX (Agence wallonne à l'Exportation) avait fait une sortie remarquée dans la presse, en faveur d'une signature du traité. Avant de se faire rabrouer par André Antoine. N'est-ce pas pourtant logique qu'elle défende son institution ?

Contrairement à ce que certains disent, j'ai découvert la sortie de

Pascale Delcomminette dans la presse. André Antoine l'a rabrouée, pas moi. Elle n'a pas à avoir la même position que le

Parlement, ni même le Gouvernement. Elle a le droit de donner une opinion divergente si elle pense que c'est dans l'intérêt de son institution. Même si son ministre de tutelle jugeait que ce n'était peut-être pas opportun niveau timing, dans un contexte tendu avec beaucoup d'émotions.

> Entre une opposition idéologique au CETA et un pragmatisme de ministre de l'Économie, vous êtes mal à l'aise sur ce dossier ? En témoigne votre

sortie du conseil communal de Liège lors du vote de la motion « Liège Ville hors CETA » ?

Je ne suis pas mal à l'aise, je l'assume. Nous voulons améliorer ce texte et je le dis : nous avons déjà obtenu des choses. Nous avons fait progresser les intérêts des citoyens, des agriculteurs. C'est d'ailleurs ce que nous leur avons fait passer comme message lundi soir avec Willy Demeyer à Liège, à l'occasion de la manifestation contre le CETA, justement. ●

G.G.